



## CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

### ENTRE LES SOUSSIGNES

La commune de Mauguio-Carnon, Place de la Libération – BP 20 – 34132 MAUGUIO, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Yvon BOURREL,

**Ci-après désignée « LE PROPRIETAIRE » ou « LA COMMUNE »**  
d'une part,

**ET**

La société

.....

N° Siret

.....

Dont le siège social est (adresse complète)

.....

.....

Représenté(e) par (NOM, PRENOM, FONCTION AU SEIN DE LA STRUCTURE)

.....

.....

.....

.....

Domicilié(e) à

.....

.....

.....

.....

**Ci-après désignée « L'OCCUPANT »**  
**d'autre part,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4,

**Vu** le Code civil, notamment ses articles 1719 et suivants,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques pris en son article L.2221-1,

**Vu** le décret n° 87-713 du 26 août 1987 fixant la liste des charges récupérables,

**Vu** le décret n°87-712 du 26 août 1987 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif aux réparations locatives,

**Vu** l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,

**Considérant** que la commune de Mauguio Carnon est désireuse de développer la valorisation de son domaine public,

**Considérant** que la commune souhaite développer l'offre de restauration ambulante sur son territoire,

**Considérant** que la commune est soucieuse de développer cette offre de façon la moins concurrentielle possible avec les commerces sédentaires,

**Considérant** que toute mise à disposition du domaine public suppose qu'une autorisation d'occupation privative soit préalablement délivrée à l'exploitant,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION**

### **1.1. Objet**

La présente convention concerne le droit d'occuper le domaine public à titre privatif, temporaire et précaire en vue d'y exploiter une activité de type « vente ambulante de restauration à emporter » et vise à définir les modalités de cette autorisation placée sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

### **1.2. Lieu d'implantation**

L'emplacement mis à disposition est situé rondpoint du Grand Travers, derrière l'arrêt de bus, accès n°68 - CARNON PLAGE - 34130 MAUGUIO et présente une superficie d'environ 30m<sup>2</sup> (cf. plan du lot 4 annexé au cahier des charges).

### **1.3. Période d'exploitation et durée de la convention**

L'autorisation d'occupation est consentie de la date de la signature de la convention par le propriétaire au 31 octobre 2023. L'occupant est autorisé, pendant cette période, à exploiter le domaine public tous les jours jusqu'à 23h30.

La présente convention est renouvelable trois fois, par tacite reconduction, pour une période d'exploitation autorisée du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre. Dans le cas où l'occupant ne souhaiterait pas renouveler l'occupation du domaine, il devra en informer la commune trois mois avant la date de fin de convention, par recommandé avec accusé de réception.

## **ARTICLE 2 : REGIME D'OCCUPATION**

La présente convention d'occupation autorise le bénéficiaire à occuper, à titre précaire et révocable, le domaine public communal afin de l'exploiter commercialement. La convention d'occupation est ainsi régie par les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Cette convention est accordée *intuitu personae* à l'occupant.

En conséquence, l'occupant est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom les biens et installations mis à sa disposition. Il peut être aidé d'employés dûment déclarés. L'occupant ne peut en aucun cas vendre, sous-louer ou prêter la place ainsi que céder une partie de la superficie qui lui a été accordée, sous peine de résiliation de la convention.

L'occupant ne peut, en aucun cas, se prévaloir des dispositions de la législation sur la propriété commerciale ou de toute autre réglementation pour demander son maintien sur les lieux.

L'emplacement pour l'exploitation du véhicule ambulant de restauration à emporter est susceptible d'être déplacé, sans indemnités pour l'occupant, notamment en cas de travaux, d'événements ou de réaménagement d'un site. Dans l'hypothèse où la commune, propriétaire, aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine public, elle sera tenue de respecter un préavis d'un (1) mois notifié à l'occupant par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette convention n'est consentie que sous réserve des droits de tiers et n'emporte pas droit de construction, mais simple usage des lieux. Ainsi, tout projet éventuel d'aménagement, même léger et démontable, doit être préalablement soumis à demande d'autorisation, formulée par écrit auprès de la commune. De même, tout projet de modification de l'exploitation ou de ses caractéristiques devra préalablement faire l'objet d'une demande d'autorisation par écrit du gestionnaire.

La commune de Manguio Carnon se réserve le droit de contrôler le respect de la destination du domaine public faisant l'objet de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

#### **3.1. Principes généraux**

L'occupant exploite sous sa responsabilité et à ses risques et périls les activités décrites à l'article 3.2 de la présente.

L'occupant fera ses meilleurs efforts pour assurer en permanence une qualité de prestations proposées à la clientèle conforme à la qualité de représentation de l'image de la commune et à maintenir le site occupé dans un état de propreté maximale.

Sous peine de mise en œuvre de l'article 7 de la présente convention, l'exploitation ne pourra pas porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et la salubrité publiques tels que définis à l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales. Il en sera de même pour toute atteinte à la tranquillité ou aux bonnes mœurs.

#### **3.2. Activité autorisée**

Seule la vente de restauration à emporter est autorisée. Deux mange-debouts pourront être installés sur demande de l'occupant et sous réserve d'une autorisation expresse de la commune.

#### **3.3. Etat du véhicule et entretien du domaine public**

L'occupant reconnaît par avance que les lieux mis à disposition se trouvent en bon état de propreté et d'entretien.

L'occupant s'engage personnellement à entretenir la surface du domaine public mis à sa disposition et à supporter les frais occasionnés par des dégradations qui lui seraient imputables.

L'occupant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour gérer ses propres déchets ainsi que ceux éventuellement générés par ses clients dans un périmètre de cinquante (50) mètres autour de son exploitation.

Le véhicule doit être roulant, d'aspect correct, et doit visuellement s'insérer dans l'environnement du site occupé.

Le véhicule et toute structure annexe doivent être mobiles, réversibles et démontables à tout moment sur demande. Sur la voie publique, et sauf exception signalée, les emplacements attribués ne comprennent pas de structure mise à disposition par la ville de Mauguio Carnon.

L'emplacement mis à disposition doit être restitué libre de toute installation à l'issue de la convention.

Tout manquement à ces obligations constitue une clause de résiliation de la convention d'occupation, conformément aux stipulations de l'article 7 de la présente convention.

### **3.4. Sécurité et nuisances**

L'occupant est tenu de respecter la réglementation en vigueur, notamment celle relative à l'hygiène alimentaire, aux nuisances sonores, à la tranquillité publique ainsi qu'à la sécurité.

Tout manquement à ces obligations constitue une clause de résiliation de la convention d'occupation, conformément aux stipulations de l'article 7 de la présente convention.

### **3.5. Dépenses de fonctionnement et d'investissement**

L'occupant fera son affaire de l'ensemble des dépenses relatives à l'organisation et à la gestion de son activité.

### **3.6. Fluides**

L'occupant fera son affaire de l'alimentation en fluides (eau, électricité) pour l'exercice de son activité. Le branchement électrique sera pris en charge par l'occupant qui souscrira les abonnements nécessaires. La commune autorise l'occupant à effectuer les branchements correspondants, aux frais exclusifs de l'occupant.

Si des travaux sont nécessaires, il conviendra d'obtenir au préalable l'accord de la commune.

L'occupant ne devra en aucun cas laisser en permanence des rallonges, câbles ou coffret sous tension sur le domaine public (hormis pendant le temps d'ouverture du camion-snack).

En cas d'utilisation d'un groupe électrogène, ce dernier devra impérativement être de la dernière génération.

### **3.7. Impôts, taxes et contributions**

L'occupant supportera seul toutes les contributions, taxes et impôts de toute nature afférents à l'organisation et à la gestion de son activité.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

L'occupant contractera toutes les assurances nécessaires à l'exercice de son activité sur le domaine public et à la garantie des espaces qui lui sont mis à disposition par la commune.

L'occupant a l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux horaires d'utilisation par l'occupant.

L'occupant et ses assureurs renonceront à exercer tout recours contre la commune et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de l'occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objet des présentes durant les créneaux horaires d'utilisation.

Les polices d'assurance du commerce et du véhicule sont fournies lors du dépôt de candidature et doivent être transmises annuellement aux services de la commune conformément aux stipulations de l'article 6 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : REDEVANCE ET REGLEMENT**

L'occupation temporaire du domaine public municipal est consentie en contrepartie du versement d'une redevance qui tient compte des avantages de toutes natures procurés à l'occupant, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La redevance nette liée à l'occupation définie par la présente convention est fixée à .....euros par an.

Ces tarifs sont annuellement révisables par la commune selon la formule suivante :

Formule de révision des prix :  $Pa = Pi * (In/Io)$ , selon l'Indice de Consommation INSEE 001763852

Le règlement est à effectuer au 31/08 de l'année en cours auprès du régisseur de recettes, selon les modalités définies par la facture qui sera transmise à l'occupant.

#### **ARTICLE 6 : DOCUMENTS OBLIGATOIRES**

Annuellement à la date anniversaire de la convention, l'occupant devra transmettre à la commune les documents suivants :

- Copie du registre du commerce ou répertoire des métiers de moins de 3 mois ;
- Carte de commerçant non sédentaire ;
- Assurance du véhicule et du commerce ;
- Copie du contrôle technique du véhicule ;
- Cahier des fluides usagers/contrat le cas échéant ;
- Bilan comptable de l'exploitation annuelle précédente.

Les documents doivent être obligatoirement envoyés avant le 1<sup>er</sup> mars, par voie dématérialisée, à l'adresse électronique suivante : [regie@mauguio-carnon.com](mailto:regie@mauguio-carnon.com)

## **Article 7 : MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de faute du bénéficiaire, à moins que ses manquements ne soient imputables à des circonstances de force majeure dûment établies et sans préjudice des stipulations de la présente convention, la commune pourra prononcer la résiliation de la convention de plein droit sans formalité judiciaire.

Pour mettre en œuvre la présente clause de résiliation pour faute du bénéficiaire, la commune devra adresser au bénéficiaire une décision de résiliation dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au lieu du domicile de l'occupant.

La résiliation pour faute ne peut prendre effet qu'après un délai minimum d'1 (UN) mois à compter de la date de la notification.

Est considéré comme clause de résiliation :

- Tout manquement à l'une quelconque des stipulations de la présente convention, avec mise en demeure restée sans effet un (1) mois après notification par lettre recommandée avec avis de réception au lieu du domicile de l'occupant ;
- En cas d'incapacité juridique ou faillite personnelle de l'occupant ou au cas de dissolution de la société occupante ;
- Au cas où l'occupant viendrait à cesser, pendant plus de trois (3) mois, d'exercer l'activité prévue ;
- En cas de désordre, de scandale, d'infraction à la réglementation applicable à un titre quelconque à l'activité exercée dans les lieux ;
- En cas de condamnation pour crime ou délit lié aux bonnes mœurs pouvant nuire à l'image de la commune.

Dans l'hypothèse où des sommes restent dues à la commune, celle-ci se réserve le droit d'en poursuivre le recouvrement. Le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

## **Article 8 : APPLICATION DE LA CONVENTION**

Les contestations qui pourraient s'élever entre l'occupant et la commune de Mauguio Carnon au sujet de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

## **Article 9 : FIN DE LA CONVENTION**

La présente convention cesse de produire ses effets dans les conditions prévues ci-après :

- A) En cas de non-reconduction ;
- B) En cas de résiliation ou de révocation de la convention.

À la date de la fin de la période de renouvellement tacite, quelle qu'en soit la cause, l'occupant n'a aucun droit au renouvellement de la convention.

D'une manière générale, l'occupant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes mesures jugées nécessaires par la commune pour faciliter l'installation d'un nouvel occupant.

A l'expiration du contrat, l'occupant est tenu de restituer le domaine public dans son état initial.

#### **Article 10 : REVOCATION**

À tout moment, l'occupant peut révoquer la présente convention d'occupation en envoyant un courrier en recommandé avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois.

#### **Article 11 : ANNEXES**

Annexe I : plan du site d'implantation

Les annexes font corps avec la présente convention et ont une valeur identique à celle de la présente convention.

Fait à Mauguio, le

Pour l'occupant,

Pour la commune,

Prénom NOM  
(précédé de la mention lu et approuvé)

Le Maire,  
Yvon BOURREL